

Darfour : un conflit soudanais

Marc Lavergne

▶ **To cite this version:**

Marc Lavergne. Darfour : un conflit soudanais. 2011. halshs-00593366

HAL Id: halshs-00593366
https://shs.hal.science/halshs-00593366

Preprint submitted on 14 May 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Darfour : un conflit soudanais

Marc Lavergne

Le Darfour est une région de 400 000 km2 de l'Ouest du Soudan, frontalière du Tchad, depuis le désert du Sahara jusqu'aux savanes arborées du Bahr el-Ghazal, qui appartient au Sud Soudan majoritairement animiste. L'isolement du Darfour à plus de 1000 km de la capitale, sans guère de moyens d'accès et son histoire propre de royaume caravanier du Sahel expliquent le fort sentiment d'identité qui lie entre eux tous ses habitants aujourd'hui déchirés. C'est historiquement un sultanat fondé au XVIIè siècle à l'orée de la plus orientale des pistes caravanières qui traversent le Sahara, le *darb el-Arbaïn*. Celle-ci relie l'Egypte et la Méditerranée orientale au bassin du lac Tchad et au golfe du Bénin, voire même, lorsque la voie du Nil est coupée, à l'Abyssinie. La population est constituée de villageois, pratiquant pour la plupart des langues vernaculaires, et islamisés depuis le XVIIè siècle, entourés de pasteurs pour la plupart arabisés, ou de souche arabe, qui nomadisent dan les plaines entourant le massif central. Le Darfour est en effet une région privilégiée par des conditions naturelles grâce au château d'eau du jebel Marra qui culmine à plus de 3000 m d'altitude : le pays produit céréales, fruits, légumes et bétail en abondance.

L'occupation britannique, motivée par des considérations sécuritaires et géostratégiques (la 1ère guerre mondiale) n'a eu qu'une influence minimale, sur le mode de *l'indirect rule* : découpage administratif, affectation des territoires tribaux en fonction des allégeances des groupes en présence.

Mais la population augmente rapidement durant tout le XXè siècle, passant de 300 000 à 6 millions aujourd'hui, sans que les ressources agro-pastorales n'augmentent en proportion. Les investissements productifs sont réservés au Soudan nilotique et en particulier à la Gezira entre Nil Bleu et Nil Blanc. Aucun effort de développement rural n'est engagé : ni retenues d'eau sur le pourtour du jebel Marra, ni centres de vulgarisation pour améliorer les rendements, ni développement de l'irrigation à partir des fleuves ou des nappes. Ni l'autorité coloniale, ni les gouvernements post-coloniaux qui lui succéderont, ne doteront le Darfour de routes goudronnées, d'écoles, ou d'hôpitaux. Le seul effort notable est le prolongement de la voie ferrée d'El-Obeid à Nyala, en 1960. La sous-exploitation des terres du Darfour, imposée par la distance et les difficultés de communication, entraîne en effet au fur et à mesure que croît la population, un exode saisonnier en direction de la capitale et des grandes exploitations mécanisées des steppes de l'Est et des rives du Nil Bleu.

Le déséquilibre alimentaire engendré par l'absence de développement rural, l'indifférence du gouvernement central et la croissance démographique ont déclenché en 1984-85 une « famine » meurtrière. La compétition traditionnelle, entre nomades pour l'accès aux puits et aux pâturages est exacerbée, puis, ne suffisant plus à réguler la survie des tribus nomades, évolue en une compétition entre nomades et sédentaires : ces derniers, plus nombreux, mieux pourvus, sont vulnérables face aux nomades mobiles et mieux armés, formés aux confrontations guerrières. Les

nomades revendiquent un accès aux terres fertiles pour se sédentariser, et exigent une modification des droits fonciers fixés au temps de la colonisation britannique. Ils obtiennent le soutien de l'Etat central, inquiet face aux revendications des sédentaires d'un meilleur partage des richesses et d'accès au pouvoir politique au niveau local et central, soutenus par les jeunes ayant un accès à l'éducation dans les chefs-lieux de la province et à la capitale. Ces conflits locaux entraînent une désorganisation économique des campagnes, par l'interruption des marchés ruraux qui permettent les échanges vitaux entre nomades et sédentaires.
Deux mouvements rebelles se forment : le premier, le Mouvement de Libération du Soudan, pluriethnique et laïque, opère sur le pourtour du jebel Marra, le second, le Mouvement pour la Justice et l'Egalité, à base islamiste et tribale (un clan marginal de l'ethnie zaghawa), implanté à la frontière tchado-soudanaise et dans les confins désertiques du Nord, nouent une alliance de circonstance en février 2003 et parviennent à s'emparer de postes de police, puis de localités isolées. Le gouvernement est pris en défaut. L'armée nationale compte certes plus de 150 000 hommes, mais elle est pour l'essentiel cantonnée au Sud. Et elle n'est pas encline à s'engager dans une nouvelle guerre, après vingt ans de combats très éprouvants au Sud-Soudan. D'autant que le Darfour appartient au Nord, au *dar el-islam*, et que cette nouvelle guerre appelle à leurs yeux un règlement politique plutôt que la répression aveugle qui paraissait licite au Sud ou dans les monts Nouba. Les rebelles sont donc maîtres du terrain, très mobiles grâce à leurs « technicals » dont le mode d'emploi est emprunté aux rebelles tchadiens des années 80[1]. Le gouvernement a donc recours à l'articulation éprouvée de l'aviation (bombardiers Antonov et hélicoptères de combat) et de milices tribales opérant au sol. La cible de cette contre-insurrection qui se déclenche à partir de juin 2003 est prioritairement, la population civile. Le résultat sera dévastateur : les attaques surprise de villages menées par les *janjawid*[2] procèdent selon un plan d'ensemble élaboré par les services de sécurité militaire, qui gèrent ces mercenaires d'un genre particulier ; ils jouissent d'une grande liberté d'action, agissant en toute impunité et en faisant souvent passer leurs propres objectifs avant ceux qui sont assignés :

Mais dans un second temps, au bout d'un an de massacres et de déplacements forcés de population, le gouvernement central, ayant atteint ses buts de guerre, se conforme aux demandes de la communauté internationale. Les opérations militaires sont interrompues en avril 2004 (cessez-le-feu humanitaire de Ndjamena) et la porte est ouverte à une assistance humanitaire massive, financée par des fonds internationaux et grâce à une médiatisation trompeuse mais efficace auprès de l'opinion publique (ERES, 2008).

[1] 4x4 Toyota équipés de mitrailleuses et capables de déplacer des groupes de combattants à grande vitesse, pour des attaques ciblées, fondant à l'improviste sur des garnisons ou des convois, avant de disparaître dans la nature.
[2] milices recrutées pour l'essentiel dans les tribus chamelières des marges désertiques du nord, mues par l'appât du butin et l'espoir de se voir attribuer les terres fertiles et bien arrosées de leurs victimes sédentaires.

La contre-insurrection entraîne des déplacements massifs de la population en direction des villes et des camps installés à la hâte, ce qui répond aussi au souhait des autorités de placer la population supposée rebelle sous son contrôle et de récupérer durablement le contrôle du « Darfour utile », celui des populations sédentaires (les Four et les nombreux autres peuples du Darfour central) qui s'inscrivent dans le triangle entre les trois capitales régionales (Nyala, El-Facher, El-Geneina) sur les plateaux périphériques du jebel Marra.
De juin à septembre 2003, les opérations visent à isoler les deux bastions de la rébellion, le jebel Marra d'un côté et le Nord de l'autre et à dégager l'axe stratégique El-Facher-El-Geneina ainsi que la frontière tchadienne d'où proviennent armes et combattants. A partir d'août 2003, les *janjawid* dévastent également les villages situés au sud de l'axe El-Geneina-Nyala ; d'octobre 2003 à mars 2004, les pays Massalit et Four, aux terroirs fertiles et densément peuplés, le premier autour d'El-Geneina, la capitale du Darfour occidental et le second sur les piémonts du jebel Marra, voient leurs villages méthodiquement pillés et anéantis. Après une nouvelle campagne de destruction au nord, à partir de décembre 2003, le général Omer el-Béchir, chef de l'Etat, décrète la fin des opérations militaires le 9 février 2004. Les Nations-Unies estiment alors à 1 million le nombre de personnes déplacées, et à 110 000 le nombre de réfugiés au Tchad.
A partir de mars-avril 2004, la répression embrase l'Est et le Sud du Darfour où une partie de la rébellion s'est repliée, le long de l'axe Nyala-El-Facher et le long de la route de Nyala à El-Daeïn vers le sud-est. D'avril à octobre 2004, la population déplacée passe à 1, 6 million et le nombre de réfugiés se stabilise à 200 000.
Deux accords de cessez-le-feu, signés l'un à Abéché le 3 septembre 2003, l'autre à Ndjamena le 8 avril 2004, permettent l'arrivée d'aide humanitaire et le déploiement à partir d'août 2004 des observateurs de l'Union Africaine chargés de surveiller l'application de l'accord de Ndjamena. C'est alors un déferlement d'aide et de personnels qui investissent les grandes villes et quelques points d'appui locaux. On comptera dès 2005 80 ONG qui emploient 14 000 agents étrangers et locaux. L'intensité des violences se réduit cependant à partir de l'automne 2004, avec le déploiement des Casques blancs de la Mission de l'Union Africaine au Soudan (MUAS), et l'arrivée d'agences humanitaires autorisées à secourir les déplacés, qui sont regroupés dans des camps aux abords des grandes villes et le long des principaux axes routiers. Après la signature de l'accord de Naivasha en janvier 2005, les partisans de « l'ouverture » semblent en effet avoir le vent en poupe à Khartoum. L'ONU et l'Union Africaine, paravents des implications américaine et européenne, poussent à l'ouverture de négociations entre le gouvernement soudanais et les deux groupes rebelles du Darfour, à Abuja, au Nigéria. Mais le texte ne prévoit pas de compensations suffisantes à leurs yeux pour les pertes en vies humaines et les dommages subis, n'affirme pas la responsabilité du régime de Khartoum dans ce désastre, et ne prévoit pas de garanties fiables de l'application de l'accord par le gouvernement en ce qui concerne le retour des déplacés dans leurs villages et le désarmement des *janjawid*. En juillet 2005, le leader du SPLM, le colonel John Garang disparaît dans un accident d'hélicoptère peu après son retour triomphal à Khartoum, et la faction dure du régime en profite pour reprendre le dessus ; elle écarte toute idée de concession aux rebelles. L'accord de paix d'Abuja n'est finalement signé, le 5

mai 2006, que par une faction minoritaire. L'armée et ses milices reprennent l'offensive contre les bastions rebelles et la population civile, tandis que des conflits meurtriers éclatent entre groupes nomades et que des groupes armés arabes, parfois d'anciens *janjawid*, se joignent à la rébellion, ayant pris conscience de la manipulation dont ils ont été l'objet de la part du gouvernement central, et de leurs intérêts communs avec les rebelles.

De nouvelles négociations de paix entre des groupes rebelles du Darfour et le gouvernement soudanais, engagées le 27 octobre 2006 à Syrte, en Libye, sous les auspices conjoints de l'ONU et de l'Union Africaine, manifestent l'échec d'Abuja. Elles n'auront pas plus de succès, et seront suivies par de nouvelles tentatives, menées à Doha sous les auspices du Qatar et de la France. Mais le Darfour a quitté le devant de la scène médiatique et diplomatique internationale. Le gouvernement de Khartoum parachève impunément le nettoyage du jebel Marra, tandis que la population déplacée reste cantonnée dans les camps surpeuplés, où l'aide humanitaire se raréfie, sans qu'une solution politique ne se dessine.